

[Text]

Mr. Clark: In some cases, by reference, it incorporates the text. In other cases, it repeats the text verbatim or partially. In other cases, it effectively captures the obligations contained in the FTA in different language, which is just as effective and does not change the balance of benefits between Canada and the U.S.

Think of it as extending the FTA to Mexico. Canada and the U.S. are extending the obligations and rights of the FTA to Mexico. In that process, they are making improvements, which are seen as improvements by all three parties, to the FTA, and taking the entire agreement and capturing it in one NAFTA.

Senator MacEachen: Mr. Chairman, I wonder if the witness could tell us whether any sort of concordance has been prepared showing how the NAFTA picks up, in the various forms you describe, the FTA. That would be very important to know if one wanted to get at the FTA through this particular bill.

With my understanding at present, Parliament is in this situation. If NAFTA is adopted, it not only adopts the NAFTA but it adopts the FTA, roughly. If NAFTA were defeated, the FTA would not be affected. That is correct, is it not?

Mr. Clark: That is correct. If for some reason the NAFTA were not approved and implemented, then the FTA would be the governing framework agreement between Canada and the United States, and would remain so.

Senator MacEachen: The implications of a "yes" and "no" vote in this case are quite different than they would be in a normal bill before Parliament.

I wanted to ask also about the six months' notice. I understand that in the NAFTA, one could give six months' notice to terminate NAFTA. If that is correct, could the United States or Canada give notice to terminate the NAFTA and still keep the FTA in effect, and vice versa?

Mr. Clark: Sorry? Vice versa?

Senator MacEachen: Could you terminate the FTA and retain the provisions with the result that NAFTA would still be in effect, at least from a Canadian point of view, having it included in a new statute?

Mr. Clark: As a legal question, maybe I should leave that to the lawyers. But as a policy question, I am willing to answer any question on whether or not that would be in Canada's interests.

Senator MacEachen: I am asking in a factual situation. Having heard your answer, I will ask you why it was that you did not make a new bill that would stand on its own, leaving the FTA where it was and building a new bill, rather than merging them in this way?

[Traduction]

M. Clark: Dans certains cas, il s'agit d'un simple renvoi et dans d'autres, le texte est repris intégralement ou partiellement. Dans d'autres cas encore, les obligations prévues dans l'ALÉ sont reprises dans des termes différents, ce qui revient au même et ne change rien aux avantages que se confèrent mutuellement le Canada et les États-Unis.

En fait, l'ALÉ est étendu au Mexique. Le Canada et les États-Unis étendent au Mexique les obligations et les droits que prévoit l'ALÉ. Par la même occasion, ils apportent des changements qui améliorent l'ALÉ aux yeux des trois parties et le tout est repris pour former l'ALÉNA.

Le sénateur MacEachen: Monsieur le président, le témoin pourrait-il nous dire si l'on a établi un genre de concordance montrant quelles sont les dispositions de l'ALÉ qui sont reprises dans l'ALÉNA, sous les diverses formes que vous décrivez. C'est très important au cas où quelqu'un voudrait modifier l'ALÉ au moyen de ce projet de loi.

Si j'ai bien compris, le Parlement se trouve actuellement dans la situation suivante. S'il adopte l'ALÉNA, non seulement il adoptera l'ALÉNA, mais également l'ALÉ. Si l'ALÉNA est rejeté, l'ALÉ ne sera pas touché. C'est bien cela?

M. Clark: En effet. Si pour une raison quelconque l'ALÉNA n'est pas approuvée et mise en oeuvre, l'ALÉ continuera à régir le commerce entre le Canada et les États-Unis.

Le sénateur MacEachen: Les conséquences d'un vote affirmatif ou négatif seraient très différentes, dans ce cas, de ce qu'elles seraient pour un projet de loi ordinaire.

Je voudrais également poser une question au sujet du préavis de six mois. Si j'ai bien compris, l'ALÉNA prévoit que l'on doit donner six mois de préavis pour y mettre fin. Si c'est le cas, les États-Unis ou le Canada pourraient-ils donner préavis de leur retrait de l'ALÉNA et maintenir l'ALÉ en place et vice versa?

M. Clark: Excusez-moi? Vice versa?

Le sénateur MacEachen: Pourriez-vous abolir l'ALÉ de façon à ce que l'ALÉNA reste en vigueur, du moins aux yeux du Canada vu que nous l'aurions inclus dans une nouvelle loi?

M. Clark: C'est une question juridique que je devrais peut-être laisser aux avocats. Mais pour ce qui est des aspects politiques, je suis prêt à répondre à toute question quant à savoir si ce serait dans l'intérêt du Canada ou non.

Le sénateur MacEachen: Ma question porte sur les faits. Étant donné votre réponse, je voudrais savoir pourquoi vous n'avez pas établi un nouveau projet de loi totalement différent de l'ALÉ au lieu de fondre ainsi le premier accord dans le deuxième?